

Avec le numéro 39 de "Rassembler à Gauche" voilà un an et demi que ce bulletin de liaison pour rassembler à gauche paraît régulièrement au rythme de deux numéros par mois.

Uniquement financé par les abonnements, il est à ce jour quasiment équilibré dans la mesure, bien sûr, où vous penserez à renouveler votre abonnement (50 Fr ou mieux 100 Fr pour encourager à la diffusion).

Certains camarades le photocopient et le font circuler, nous vous encourageons dans cette démarche.

Alors, pensez-y avant de partir en vacances, un petit chèque de 50 Fr, à l'ordre de "Rassembler à Gauche".

D'avance, merci.

La rédaction de "Rassembler à Gauche".

N° 39 juin 1994
26 année de parution

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

LES DIFFICULTES DES SOCIALISTES EUROPEENS

par Michel Galin

Europe de gauche, majorité de gauche au parlement européen, sont les principaux slogans de la liste de Michel Rocard.

Qui ne pourrait souscrire à de tels mots d'ordre ? Et pourtant, la campagne patine et la barre des 20% semble difficile à atteindre.

Les Français seraient-ils des nationalistes étroits que la gauche effraie ? Ou est-ce plutôt que sauter comme un cabri en disant "Europe, Europe, gauche, gauche..." ne suffit pas à convaincre les électeurs de gauche que la direction socialiste propose une réelle alternative à l'actuelle construction libérale de la communauté.

Les causes nationales à la défiance du peuple de gauche envers le P.S. sont connues, et elles subsistent. Le score annoncé d'un homme d'affaires, jadis intronisé comme homme de gauche, suffirait à lui seul à confirmer le diagnostic.

A l'impossibilité de s'appuyer sur le bilan gouvernemental passé, s'ajoute la

difficulté à tirer parti du groupe socialiste au parlement de Strasbourg et de l'activité des autres socialistes de la communauté regroupés dans le P.S.E (Parti des Socialistes Européens).

En effet, comment étayer l'idée que l'on veut changer la donne en Europe quand la plupart des votes importants à Strasbourg se font à la quasi-unanimité ?

La présidence de la commission de Bruxelles par Jacques Delors est aussi un handicap pour convaincre de la volonté d'un changement de cap.

Si, pour la première fois, les partis Socialistes ont une plate-forme commune, la pratique nationale de bon nombre de ces partis, et particulièrement les alliances gouvernementales, ne permet pas d'illustrer la volonté d'affronter la droite.

Et ce n'est pas l'exemplarité des 3 gouvernements à direction .../...

OUI A L'EUROPE, MAIS NON A MAASTRICHT.

par Amaury Couderc

A huit jours des élections européennes, plus de 40% des français avouent ne pas encore savoir pour quelle liste ils vont se prononcer... La campagne des grands médias, à la télévision en particulier, n'aide pas à la clarification.

Il est bien évident que pour quelqu'un qui se revendique de la construction d'une Europe allant vers plus de justice sociale il est bien difficile de se retrouver dans les discours contradictoires des dirigeants actuels du PS.

Concernant la construction européenne, puisqu'il s'agit de cela, je ne vois pas en quoi les propositions de la liste menée par M. Rocard peuvent faire avancer l'idée d'une Europe privilégiant l'intérêt des salariés à ceux des grands groupes financiers. Afin de ne pas devoir rappeler aux français que l'Europe qui se met en place aujourd'hui est l'Europe de Maastricht, celle voulue par Delors, Guigou, Rocard... et mise en place par la droite, les dirigeants socialistes tentent de simplifier le débat à l'extrême en le réduisant à un combat droite-gauche... (étant bien sûr eux-mêmes les seuls représentants autoproclamés de la gauche).

Je constate que quasiment tous les rédacteurs de "Rassembler à Gauche" s'accordent pour dire que l'Europe de Maastricht n'est pas l'Europe que nous voulons, Maastricht organise la division du monde du travail en favorisant la concurrence sans frein, le dumping social (Hoover, Grunding) et non la nécessaire solidarité. Il est vrai que ce bulletin est né au lendemain du référendum sur l'Europe et édité par un groupe de militants de gauche qui s'étaient rassemblés pour dire NON à l'Europe de Maastricht...

Comment se situer aujourd'hui en face de plusieurs listes se réclamant du NON .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

LES DIFFICULTES DES SOCIALISTES EUROPEENS.

suite

Socialiste qui peut non plus aider.

- En Espagne et en Grèce, les Socialistes ont la responsabilité totale du gouvernement. En Espagne la crise morale et politique est à son comble; la "seule politique économique possible" a causé ses effets sociaux trop bien connus et entraîné la rupture entre l'U.G.T et le P.S.O.E.

- En Grèce, le soutien à la Serbie, les campagnes chauvines au sujet de la Macédoine soutenues par le PASOK, sont des repoussoirs pour la lutte contre le nationalisme sur le continent.

- Au Pays Bas, malgré un recul électoral, les Socialistes démocrates dirigent depuis peu le gouvernement avec...les démocrates chrétiens que l'on est censé combattre au parlement de Strasbourg.

En Irlande, en Belgique et au Danemark, les Socialistes participent au gouvernement en coalition avec des partis de Droite.

Allez, avec tout cela dans votre musette, expliquer qu'une majorité de Gauche, dont le P.S.E est la principale composante, est déterminante pour réorienter la construction Européenne.

Comme la politique économique, et les deux sont liés, la construction européenne a fait l'objet d'un consensus entre les partis socialistes et la fraction majoritaire de la droite européenne. Certains dirigeants Socialistes n'ont-ils pas tenté, pendant la campagne référendaire sur Maastricht, d'introduire l'Europe comme nouveau clivage dans la vie politique nationale? Ce consensus est-il brisé? Je ne le pense pas, même si cela n'exclut pas des différences d'approche. Ainsi l'idée d'une politique de relance et de grands travaux a été développée par J. Delors et M. Rocard mais a été vite abandonnée devant l'opposition des libéraux.

Lors du dernier congrès, la majorité des Socialistes ont choisi de se river sur la présidentielle en tentant d'oublier que le passé récent leur collait à la peau. Les électeurs et les abstentionnistes de Gauche ne sont pas dupes, ils font la différence entre un lifting et un changement de fond. C'est bien le refus d'une réorientation à Gauche qui est un handicap pour battre la droite aux élections Européennes et à la présidentielle. □

OUI A L'EUROPE, MAIS NON A MAASTRICHT.

suite

à Maastricht?

Difficile, sinon en se fixant comme point de repère la nécessaire recomposition de la gauche au sortir de cette échéance... ou de la suivante... (le plus tôt sera le mieux pour les salariés de ce pays).

Il y a quelques semaines à peine, le PC appelait à la constitution d'un pacte unitaire pour le progrès. C'est vrai, une formidable chance s'offre à la gauche lorsque les communistes proposent de sortir du statu quo.

A un parti communiste qui dit aux autres forces politiques, organisations, associations de progrès et même militants isolés: *voilà notre démarche, voilà notre point de vue, nous sommes disponibles pour en discuter avec vous*, il faut être singulièrement de mauvaise fois pour ne pas dire: -chiche. Surtout si comme pour "Rassembler à Gauche" nous appelions cette démarche de nos vœux.

Ce pacte unitaire, même si l'on peut regretter qu'il n'ait pas trouvé un premier terrain d'application dans un rassemblement, ou pour le moins une tentative de rassemblement, de tous ceux qui ont clairement pris position pour dire NON à l'Europe de Maastricht, parce qu'il donne un débouché politique aux luttes des salariés, m'a déterminé personnellement à soutenir la liste présentée par le Parti Communiste et menée par F. Wurtz.

Cette démarche du pacte unitaire donne la primauté au mouvement populaire sans pour autant considérer qu'il est possible de construire une autre société en ignorant la réalité des forces politiques; il me semble être la démarche et l'outil dont la gauche a besoin pour se rassembler, avancer et travailler à la construction d'un projet permettant d'ouvrir une issue politique aux luttes des salariés.

Si j'appelle à voter pour la liste conduite par F. Wurtz, c'est parce que je suis persuadé qu'au-delà de ces élections le PC est en train de bouger, de se transformer, de s'ouvrir à d'autres, tout en restant fidèle aux idéaux du socialisme démocratique, et qu'il sera demain l'un des éléments moteurs de la recomposition à gauche pour faire une réelle politique de gauche en France et en Europe. Le score réalisé par cette liste sera aussi une garantie que les intérêts des salariés seront opiniâtrement défendus à l'assemblée de Strasbourg.

Ca vaut la peine d'essayer... non?... □

OU VA L'ALGERIE ?

Vendredi 17 juin à 20 h 30

A.G.C.A. 177 rue de Charonne, 75011 Paris

Débat: avec Benjamin Stora

Auteur du livre "Histoire de l'Algérie depuis l'Indépendance."

A l'initiative de l'association parisienne des amis de "Démocratie".

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

RASSEMBLER A GAUCHE, REALITE OU UTOPIE ??

par Jacques ADRIEN

Au mois de mars dernier quelques jours après les élections cantonales plusieurs de nos concitoyens m'ont interpellé et m'ont demandé pourquoi « RASSEMBLER A GAUCHE » n'est pas directement intervenu dans la campagne électorale pour soutenir tel ou tel candidat.

D'abord il faut clairement rappeler ce qu'est « RASSEMBLER A GAUCHE »; c'est un lieu d'échanges et de réflexions de femmes et d'hommes, membres ou non de partis politiques, dont l'objectif est de vouloir rapprocher toutes les volontés de progrès pour Rassembler à Gauche. Dans notre comité de rédaction, nous nous retrouvons, membres du Mouvement des Citoyens, membres du PS, membres du PC, Ecologistes, Militants socialistes progressistes, ou militants associatifs; cela en fait sa richesse. Nous avons toujours dit que la liberté d'expression était de mise, que chaque article n'engageait que son auteur. A partir de là, il est normal que « RASSEMBLER A GAUCHE » ne soutienne pas officiellement tel ou tel candidat, mais cela n'empêche pas chacun de ses rédacteurs de le faire et même de l'écrire, y compris dans « RASSEMBLER A GAUCHE ».

Ainsi, je me félicite lors de ces élections cantonales de mars dernier de la candidature dans le canton de Yerres-Crosne de Louis LEPREVOST. Indépendant des partis politiques, il sut être un rassembleur à gauche; il avait le soutien de nombreux écologistes, du Mouvement des Citoyens, du Mouvement des Radicaux de Gauche, et de nombreux militants laïques et associatifs. Pour moi, Louis LEPREVOST incarnait bien la volonté de rassemblement à gauche; malheureusement ni le Parti Socialiste et son notable local, ni les militants locaux du Parti Communiste n'ont accepté de jouer cette carte du Rassemblement, malgré des positions très claires prises par Louis LEPREVOST à leur égard.

Mais je restai toutefois très enthousiaste et satisfait que cette candidature ait pu être soutenue aussi fortement localement; cela est la preuve que l'électorat est prêt à se battre pour un candidat de rassemblement des forces de gauche évitant au deuxième tour le monopole systématique .../...

REPONSE A L'EDITORIAL DU JOURNAL "LE MONDE" DU VENDREDI 20 MAI 1994 « UNE ECLAIRCIE AU NICARAGUA ».

par Michelle Dospital

Dans son éditorial du 20 mai, intitulé « une éclaircie au Nicaragua », "Le Monde" présente le maintien d'Humberto Ortega à la tête de l'armée nicaraguayenne comme la cause principale de tous les maux de la présidente Chamorro depuis son élection en 1990 et en particulier : la division de la coalition UNO qui l'avait portée au pouvoir, le réarmement de la Contra et la colère des Etats-Unis. Avec le retrait d'Ortega annoncé pour 1995, l'éditorial en déduit que tout ira mieux pour ce gouvernement exsangue. Je suis surprise que "Le Monde" impose à ses lecteurs une interprétation aussi partielle, simpliste et subjective de la réalité politique du Nicaragua. Au-delà de la polémique autour de la personnalité du général Ortega, c'est l'armée comme institution que vous remettez en cause. Il faudrait peut-être rappeler que l'armée sandiniste créée en 1979 et institutionnalisée en 1986 est la première armée nationale dans l'histoire du Nicaragua. Jusqu'en 1912, les partis au pouvoir recrutèrent leur force militaire parmi leur clientèle politique. Entre 1912 et 1933, le pays a été occupé par l'armée des Etats-Unis. Incapables d'écraser la guérilla de Sandino (1927-1933), les Etats-Unis ont organisé une garde nationale nicaraguayenne chargée de maintenir l'ordre interne et de défendre leurs intérêts géopolitiques. Entre 1936 et 1979, la garde nationale sera le palier de la dynastie des Somoza et le fer de lance des interventions armées des Etats-Unis dans la région. .../...

Editorial du Monde du 20 mai 1994.

Une éclaircie au Nicaragua

VIOLETA CHAMORRO, présidente du Nicaragua, a annoncé, mercredi 18 mai, que le général Humberto Ortega, chef de l'armée et frère de l'ancien président sandiniste Daniel Ortega, quitterait ses fonctions le 25 février 1995. « Pour la première fois dans l'histoire du pays, a déclaré M^{me} Chamorro, le Nicaragua va avoir une armée clairement subordonnée au pouvoir civil et sans lien avec un parti politique. »

Cette décision met un terme à une situation intenable. Défaits, à leur grande surprise, aux élections de février 1990, les sandinistes avaient exigé de conserver le contrôle de l'armée et de la police. M^{me} Chamorro y avait consenti, mais la veuve de Pedro Joaquín Chamorro, dont l'assassinat en 1978 avait précipité la chute d'Anastasio Somoza, a payé cher cette concession, accordée au nom d'une ambitieuse politique de réconciliation nationale.

DÉNONÇANT en particulier les nombreux meurtres restés impunis dans leurs rangs, les anciens de la Contra, la contre-révolution financée par les Etats-Unis pendant les dix années de guerre civile de 1979 à 1989, ont repris les armes. Mme Chamorro a perdu le soutien de la coalition qui l'avait portée au pouvoir, l'Union nationale de l'opposition. Elle s'est attiré la colère des Etats-Unis, qui ont, à plu-

sieurs reprises, gelé une aide économique dont le Nicaragua a un besoin urgent. Elle a été confrontée l'été dernier à une crise d'une gravité telle que l'on a redouté la reprise d'une guerre ouverte entre les sandinistes et les anciens « contras ». La plupart de ces derniers ont abandonné la lutte, mais il reste encore quelques groupes armés qui ne sont toujours pas convaincus des bonnes intentions d'un état-major encore entièrement composé de militants sandinistes.

Trop souvent depuis quatre ans, les sandinistes ont joué un double jeu : pendant que le général Humberto Ortega acceptait de procéder à des réductions massives des forces armées, de 84 000 à 14 000 hommes, son frère Daniel encourageait les désordres sociaux, s'opposant à des mesures parfois semblables à celles que les sandinistes avaient fait adopter avant leur défaite électorale.

LORSQUE la présidente avait une première fois annoncé, en septembre dernier, le prochain départ à la retraite du général Ortega, celui-ci s'était rebellé et avait dénoncé les pressions exercées par les Etats-Unis. Il a cette fois réussi à donner l'impression d'avoir choisi lui-même la date de son départ, chargée de symboles. Le 25 février marque en effet le centième anniversaire de la naissance d'Augusto Sandino, qui a combattu les troupes américaines d'occupation entre les deux guerres mondiales. Son départ s'effectuera un an exactement avant la prochaine élection présidentielle, pour laquelle le général Ortega a laissé entendre qu'il serait candidat.

RASSEMBLER A GAUCHE, REALITE OU UTOPIE ??

suite

du Parti Socialiste seulement brisé dans les bastions communistes. D'ailleurs n'a-t-on pas vu lors de cette élection cantonale un nombre de plus en plus important de candidats classés par les médias sous le label Divers Gauche.

Fin mars je restais sur mon optimisme et, même si cela n'était qu'un coup d'essai, Rassembler à Gauche devenait pour moi une réalité.

J'attendais une transformation de cet essai pour les prochaines élections à venir soit les élections européennes.

Mais là ce fut une déception. N'oublions pas un passé encore récent. Une des premières batailles de « RASSEMBLER A GAUCHE » fut de rassembler pour un NON de GAUCHE au traité de Maastricht. Et je reste fier d'avoir apporté ma modeste contribution à cette bataille. Je suis pro européen mais pas pour l'Europe de Maastricht du Capital et de la technocratie.

Plusieurs listes de gauche défendent globalement la même Europe que celle à laquelle j'aspire mais, hélas, les querelles partisans et de clochers l'ont emporté sur l'essentiel. Pourquoi entre autres, le Parti Communiste Français et le Mouvement des Citoyens n'ont-ils pas pu faire liste commune sur le thème du NON de GAUCHE à l'Europe de Maastricht ?

Alors utopie lorsque je crois en un véritable rassemblement des forces de gauche? On pourrait le penser et nos adversaires doivent bien sourire en voyant le gâchis ainsi établi.

Pourtant je suis sûr de la justesse de notre combat pour RASSEMBLER A GAUCHE, et si ces élections européennes veulent prouver le contraire et peuvent décevoir, elles me renforcent dans mon opiniâtreté et ma volonté à continuer la bataille. Le nombre de lecteurs assidus de plus en plus important à « R.A.G. » nous prouve que nous sommes dans la bonne voie.

Essai localement de rassemblement à gauche lors des élections cantonales, échec de ce rassemblement au niveau national pour les élections européennes, ce ne sont que des épisodes et pour reprendre un slogan souvent entendu, "ce n'est qu'un début, continuons le combat"... □

REPONSE A L'EDITORIAL DU JOURNAL "LE MONDE" DU VENDREDI 20 MAI 1994 « UNE ECLAIRCIE AU NICARAGUA ».

suite

On peut sans doute argumenter qu'à partir de 1979, la nouvelle armée sandiniste était subordonnée au gouvernement et à son projet révolutionnaire mais un minimum d'honnêteté nous oblige à préciser qu'une des œuvres principales du régime a été de construire un véritable Etat national, et entre autres, de faire de l'armée non plus une force militaire au service de l'étranger ou d'un groupe politique et économique déterminé mais au service de la nation. Preuve en est, les élections présidentielles de 1990 : avec la défaite politique du FSLN, l'opinion internationale a célébré le retour à la démocratie. Elle a oublié un détail fondamental : si ce "retour" a été possible c'est bien parce que les sandinistes ont accepté le jeu démocratique : l'institutionnalisation du processus électoral, l'organisation d'élections libres et honnêtes et enfin l'acceptation des résultats de 1990. Quant à l'armée nationale, quoi de plus significatif que son refus de réaliser un coup d'Etat et sa subordination au nouveau gouvernement. Entre 1990 et 1994, l'armée a joué un rôle délicat de tampon dans les conflits sociaux et militaires entre le gouvernement et la population. Elle a même, dans certains cas, répondu aux ordres de l'exécutif au détriment des secteurs proches du sandinisme. Souvenez-vous en juin dernier, la répression militaire contre les anciens sandinistes occupant la ville d'Estelí... Le rôle d'Ortega n'a pas été facile et sa soumission au gouvernement lui a valu critiques et désaveux d'une majorité de sandinistes.

Ce n'est pas parce qu'Ortega partira que tout ira mieux. La réalité est bien plus complexe. Je ne reprendrai que les exemples que vous avez mentionnés :

- C'est un trop grand honneur pour Ortega que de l'accuser d'avoir provoqué la division au sein de la coalition de la UNO : en raison de sa fragilité et sa diversité, celle-ci était vouée, dès 1990, à la rupture et à la lutte interne pour le pouvoir, lutte qui ne va cesser de s'amplifier à l'approche des futures élections, et ce, indépendamment du retrait d'Ortega.

- Les conditions imposées au gouvernement Chamorro, encore et toujours depuis Washington, n'ont jamais eu pour unique objectif de faire tomber une tête mais bien de réduire la force politique que représente toujours le sandinisme. Qu'Ortega se soit rebellé et qu'il ait dénoncé les pressions nord-américaines, quoi de plus légitime quand on s'est toujours battu pour défendre le principe de souveraineté nationale. Vous auriez pu ajouter que le général a refusé de quitter son poste tant que les décrets d'application de la loi concernant l'armée ne seraient pas achevés.

- Quant au réarmement de la Contra, comment pouvez-vous omettre ses revendications essentielles? Terre, Emploi, Logement, autant de promesses faites par le gouvernement en 1990 et accomplies que partiellement. Pourquoi ne pas mentionner également les Recompas (ex-soldats sandinistes) et les Revueltos (amalgame de sandinistes et contras)? La reprise des armes au Nicaragua n'est pas un fait politique mais bien l'expression d'une lutte sociale.

- Enfin, lorsque vous dites qu'Ortega a choisi symboliquement la date de son retrait, le 25 février 1995, date anniversaire de la naissance de Sandino, vérifiez donc vos sources car l'erreur en est presque comique. Le centenaire de la naissance de Sandino aura lieu le 18 mai 1995. Le 25 février, ce sera le 5^e anniversaire de la victoire électorale de Mme Chamorro : symbole, oui, mais au profit de qui? □